

Procédure prévue dans le cahier des charges en cas de fermeture prolongée du bâtiment par l'association Eponyme

Article 9 - Continuité du service

Le délégataire est tenu d'assurer la continuité de l'ensemble des services définis par la convention" et le présent cahier des charges, quelles que soient les circonstances.

Sous peine des sanctions prévues aux articles 31 et 32 du présent cahier des charges, le délégataire est tenu de disposer en tout temps et, en cas de besoin, de mettre en œuvre sans délai tous les moyens de nature à assurer en permanence, quelles que soient les circonstances, la continuité du service public délégué.

De même, le délégataire assurera, dans la mesure du possible et dans les conditions fixées par les conventions spécifiques passées avec, d'une part des associations et en particulier, l'association Radio Campus et, d'autre part Grenoble Universités la continuité des activités des associations dont Radio Campus et des activités confiées par Grenoble Universités.

Article 31 - Résiliation de la délégation

L'autorité délégante peut, pour un motif tiré de l'intérêt général, résilier unilatéralement la convention de délégation de service public, sur simple délibération de son conseil d'administration.

Conformément à la jurisprudence, l'autorité délégante versera au délégataire une indemnité fixée à dire d'experts ou, à défaut d'accord, par la juridiction désignée à l'article 37, pour compenser le préjudice résultant de la cessation anticipée de la délégation. L'autorité délégante peut également procéder à une résiliation unilatérale dans les mêmes conditions qu'à l'alinéa 1 du présent article en cas de manquement par le délégataire des clauses du présent cahier des charges. Il en ira ainsi notamment en cas de trouble manifeste à l'ordre public.

Une résiliation en application du présent article a les mêmes effets que l'expiration de la délégation visée à l'article 30 ci-dessus.

Dans tous les cas, la force majeure, dûment constatée, peut exonérer, en tout ou partie, le délégataire de sa responsabilité, tant vis-à-vis de l'autorité délégante que des usagers et des tiers.

En cas de force majeure imposant interruption, l'autorité délégante doit être immédiatement avisée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le cas échéant, le délégataire s'oblige à supporter la charge des dépenses engagées par l'autorité délégante pour faire assurer provisoirement le service.

Article 32 - Mesures coercitives

1. L'inexécution totale ou partielle des obligations du délégataire résultant du présent cahier des charges peut donner lieu, après mise en demeure, au versement au délégant d'une astreinte journalière de 150 euros.

2. En outre, le délégant peut se substituer au délégataire défaillant pour assurer provisoirement la continuation de l'exploitation du service aux frais, risques et périls de celui-ci.

Article 33 - Déchéance

1. Faute pour le délégataire de pourvoir à la reprise des services s'ils venaient à être interrompus, faute aussi par lui de remplir les obligations qui lui sont imposées par la convention de délégation de service public et par le présent cahier des charges, il encourt la déchéance.

Après mise en demeure non suivie d'effet dans un délai de 15 jours ou dans un délai inférieur précisé dans la mise en demeure si la continuité du service ou la sécurité des personnes l'exige, la déchéance est prononcée par délibération du conseil d'administration de l'autorité délégante, sur le rapport de son Président. Le délégataire est préalablement appelé à faire connaître ses observations.

2. L'autorité délégante se réserve également le droit de prononcer la déchéance en cas de fraude ou de malversation, ou en cas de non-acquittement des sommes qui lui sont dues, selon la procédure prévue au paragraphe précédent.

3. La déchéance n'est pas encourue dans le cas où le délégataire est soit mis dans l'impossibilité de remplir ses engagements par des circonstances de force majeure dûment constatée, soit dans une situation d'imprévision.

4. La déchéance est de droit et immédiate en cas de dissolution de la structure délégataire.

5. La déchéance du délégataire n'interdit pas à l'autorité délégante d'obtenir réparation du préjudice dont elle pourrait apporter la preuve et dont l'origine résiderait dans le comportement fautif du délégataire.

6. En cas de déchéance en application du présent article, les dispositions prévues à l'article 30 ci-dessus s'appliquent à la date de la déchéance.